

*5^e Forum national
Jeunes et médias*

9 mai 2023, Berne

PROTECTION DES ENFANTS ET DES JEUNES CONTRE LES CYBER-DÉLITS SEXUELS :

Quels sont les défis et les marges d'amélioration
en matière de prévention ?

Stefano Caneppele, Christine Burkhardt,
Amandine Da Silva, Lachlan Jaccoud, Fabian Muhly et Sandra Ribeiro

La mesure de la criminalité.

- Indicateurs de mesure de la criminalité: les statistiques policières de la criminalité, les sondages de victimisation, et les rapports d'activité d'institutions ou d'entreprises.
- Divers problèmes de validité et/ou fiabilité, dont le chiffre noir (= criminalité non découverte ou non dénoncée).
- Challenges supplémentaires en lien avec la mesure de la cybercriminalité.

La cybercriminalité sexuelle en Suisse.

- Statistiques policières de la criminalité publiées par l'OFS (volet cyber depuis 2020)
 - 185 personnes mineures victimes d'un cyber-délit sexuel en 2022 (59% pornographie interdite).
- Etude JAMES 2022
 - Les jeunes passent en moyenne 3h14 par jour sur Internet pendant la semaine, et 4h57 les jours de weekend.
 - 91% des jeunes utilisent des réseaux sociaux plusieurs fois par semaine et 79% jouent au moins occasionnellement à des jeux vidéos.
 - 47% des jeunes ont déjà été abordés en ligne par une personne étrangère ayant des intentions sexuelles indésirables, et 33% ont été sollicités pour envoyer des photos érotiques à une personne inconnue.

Le postulat 19.4111 Quadranti. Protéger les enfants incités à se livrer à des actes d'ordre sexuel à l'aide de leur téléphone. Ce postulat demandait au Conseil fédéral d'examiner quelles sont les mesures appropriées pour éviter que les enfants et les jeunes se retrouvent dans des situations dans lesquelles ils seraient incités ou forcés par un adulte à produire du matériel pornographique.

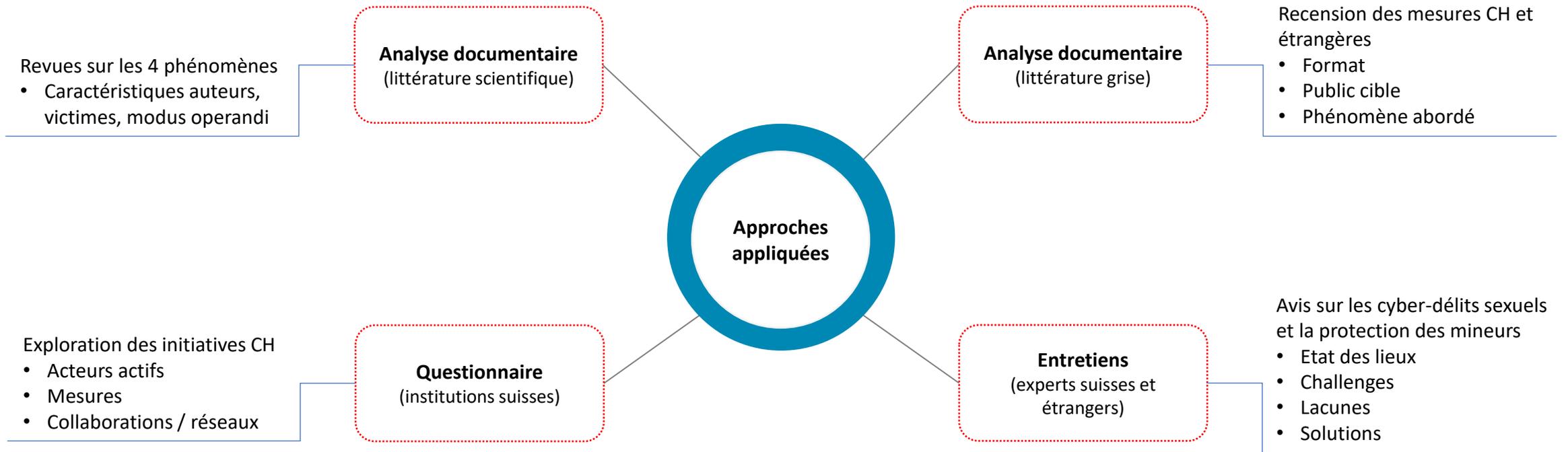
Un mandat OFAS. Apporter une vision d'ensemble des acteurs actifs et des initiatives entreprises dans le domaine de la protection des enfants et des jeunes contre les cyber-délits sexuels.

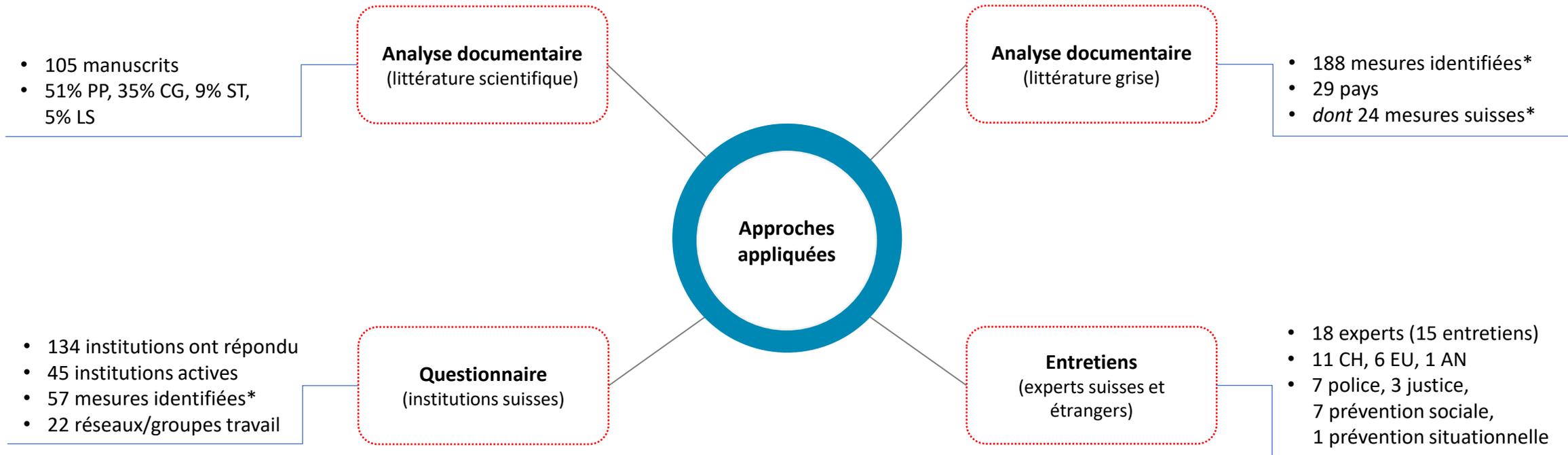
Les cyber-délits sexuels retenus.

- (1) Production ou distribution de matériel pédopornographique via Internet
- (2) Cyber grooming ou pédopiégeage
- (3) Sextorsion
- (4) Live-streaming d'actes d'ordre sexuel

Les dimensions investiguées.

- (1) Cadre légal
- (2) Caractéristiques des auteurs, des victimes et des modus operandi
- (3) Parties prenantes dans le domaine de la protection des enfants et des jeunes
- (4) Mesures implémentées en Suisse et ailleurs
- (5) Défis, lacunes et perspectives



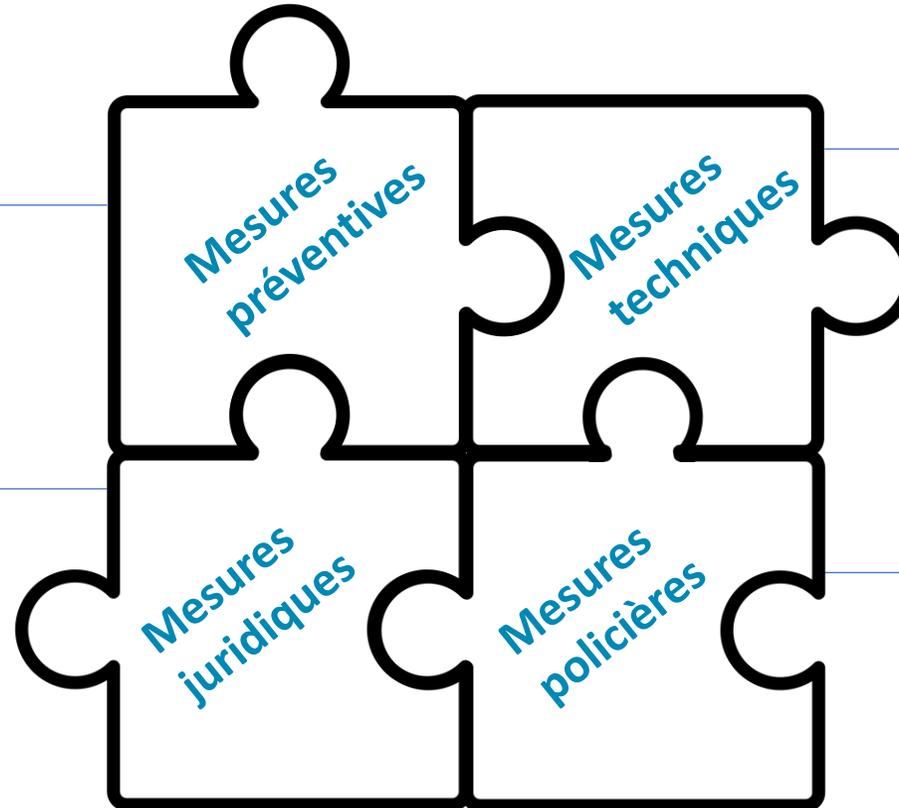


*Après recoupement des sources :

- 257 mesures identifiées
- 29 pays
- *dont* 86 mesures suisses

- Campagne de sensibilisation
- Informations et conseils
- Activité ludique et éducative
- Formation
- Aide et soutien

- Droit en vigueur criminalisant plusieurs comportements
- Peines et mesures possibles



- Logiciel de contrôle et blocage
- Logiciel de détection
- Plateforme de signalement
- Charte de sécurité

- Suivi des annonces NCMEC
- Monitoring des téléchargements illicites *peer-to-peer*
- Blocage de site internet
- Recherches secrètes préventives
- Bases de données



Les mots des experts.

« Il ne s'agit donc *pas d'une solution unique*. Ce que nous avons fait, c'est que nous avons *examiné le parcours de l'enfant en ligne*. Imaginez que vous soyez un enfant. Par où commenceriez-vous en ligne, si vous jouez, et quel type de solutions pourrait fonctionner à différents moments de votre parcours ? » (PrévSo-4)

« Je pense que c'est comme *un puzzle qui s'emboîte*. [...] Je pense qu'il y a besoin de tout ce paquet de mesures, qui est tout simplement bien répété » (Juris-1)

Campagne de sensibilisation

Objectifs. Diffuser un message à large échelle.

Format. Vidéo, affiche, exposition itinérante.

Exemple suisse.

Campagne sur les cyber escroqueries « Et vous? Vous auriez dit oui ? ».

Informations et conseils

Objectifs. Mettre à disposition des informations et recommandations.

Format. Site internet, blog, brochure, flyer, etc.

Exemples suisses.

Prévention suisse de la criminalité (PSC), Jeunes et médias, PrévenTic, CIAO.ch, Pro Juventute (147.ch).

Activité ludique et éducative

Objectifs. Sensibiliser de manière ludique.

Format. Livre audio, bande dessinée, vidéo, set de carte, jeux.

Exemples suisses.

Le vilain méchant loup dans le chat des petites chèvres (PSC), Les Websters (OFCOM).

Formation

Objectifs. Sensibiliser des groupes ciblés.

Format. Intervention en milieu scolaire, atelier parents.

Exemples suisses.

Sensibilisation (Action Innocence, Swisscom, Police), 'Réseaux sociaux' (cybercoachs).

Aide et soutien

(avec/sans option de traitement)

Objectifs. Apporter aide et soutien aux victimes, aux auteurs, et à leurs proches.

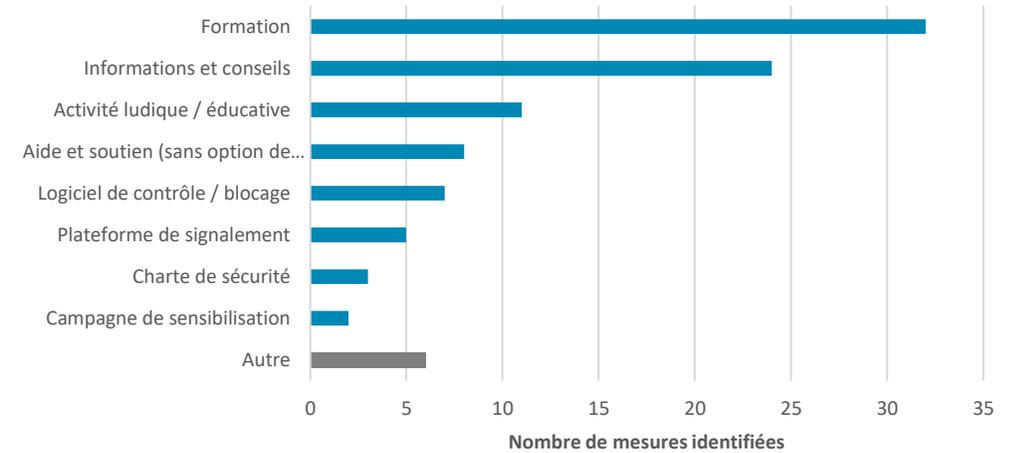
Format. Permanence, service de conseils juridiques, thérapies.

Exemples suisses.

Centres LAVI, chat de 147.ch, Juris Conseil Junior, Association Dis No.

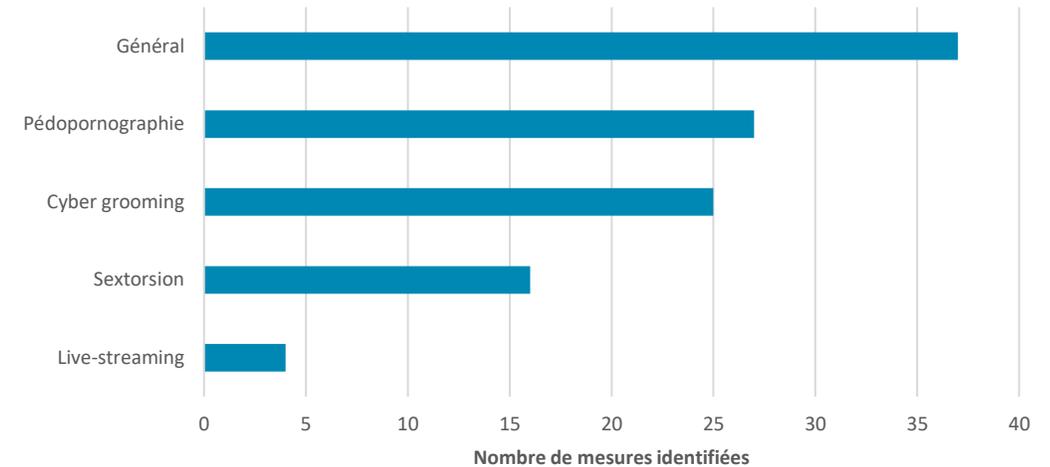
Les formats adoptés.

- Majoritairement des cours de sensibilisation dispensés en milieu scolaire.
- Activités ludiques et éducatives, et d'aide et soutien (sans option de traitement) moins développées.



Les thématiques abordées.

- Plutôt focalisées sur l'hygiène numérique.
- Pédopornographie et cyber grooming davantage abordés que la sextorsion et le live-streaming.

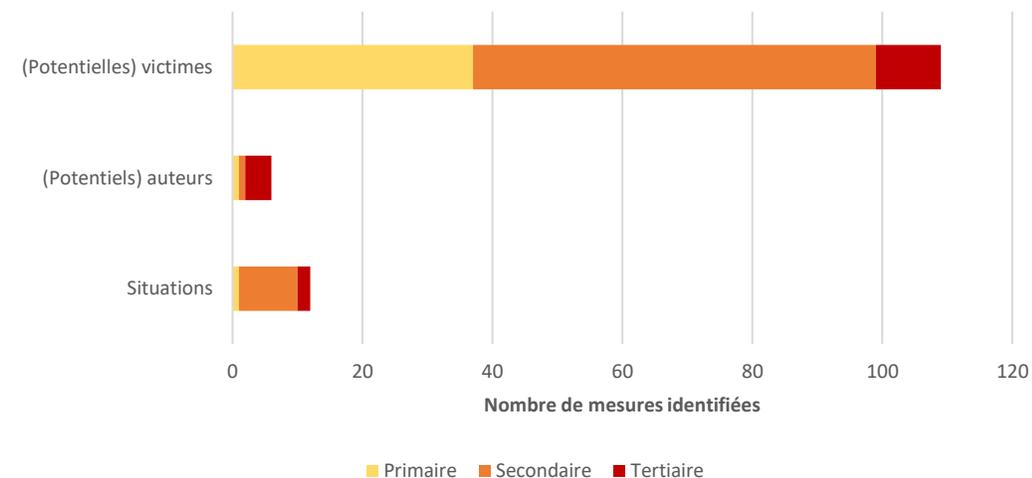
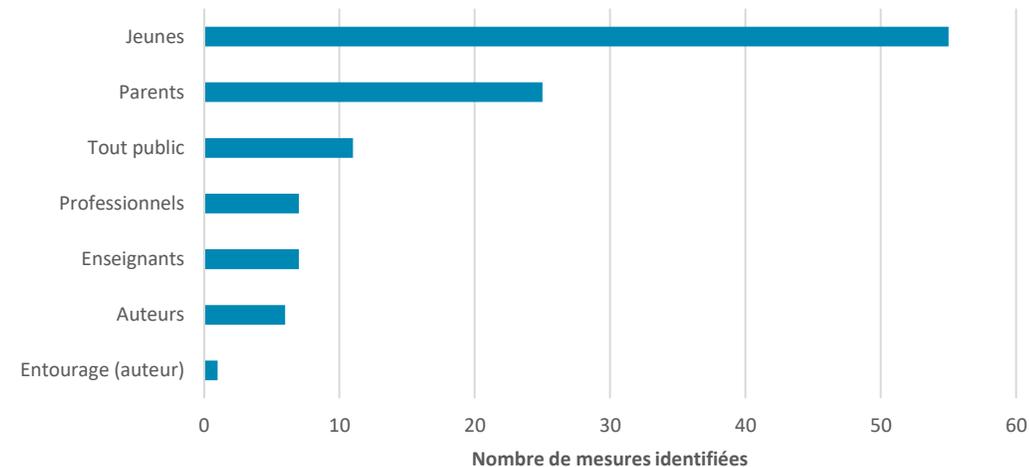


- Principalement les mineurs
 - Pour les plus jeunes, il s'agit surtout d'une sensibilisation à une bonne hygiène numérique et à divers dangers.
 - Les comportements sexuels sont davantage abordés avec les adolescents.
- Peu de mesures pour les professionnels accompagnant les mineurs et la population en général.
- Principalement les (victimes) potentielles.
- Rares sont les mesures adressées aux (potentiels) auteurs ou tendant à modifier l'environnement (situations).



Les mots des experts.

« Avoir des prises de conscience générale de la population aussi parce que, en faisant de la prévention, on va avoir des gens de plus en plus informés et du coup moins sujets à être victimes » (Pol-5)



- Approche en silos, initiatives multiples et fragmentées.
- Collaboration fragile (compétitivité, notamment entre associations).
- Communication limitée sur les offres disponibles et les services d'aide existants.
- Evaluation pauvre en matière de programme de prévention de la criminalité.
 - Constat encore plus fort pour la prévention de la cybercriminalité.
 - Les quelques évaluations menées portent sur la prévention du cyber harcèlement / cyber intimidation.
- Difficile d'identifier des bonnes pratiques, seules des pistes d'amélioration ou de nouveautés sont possibles.

Public cible.

- Intégrer la prévention de ces phénomènes dans la vie quotidienne (toute la population).
- Renforcer la prévention auprès des mineurs, en commençant à parler plus tôt de ces phénomènes spécifiques.
- Renforcer les formations ou soirées informatives pour les parents, les enseignants, et autres professionnels du milieu de la jeunesse.
- Renforcer les offres d'aide et de soutien pour les victimes.
- Développer les offres d'aide et de soutien pour les auteurs, notamment en Suisse romande et italienne.



Quelques exemples de la pratique dans d'autres pays.

- Groupe de soutien pour les victimes (Centre canadien de protection de l'enfance)
- Guides à l'intention des parents concernant les médias sociaux (ParentZone.org)
- iCoach, formation pour policiers et fonctionnaires de la prévention (Child Focus)



Les mots des experts.

« Avant c'était vraiment l'homme dans la voiture et l'homme dans la cour d'école. Maintenant c'est l'homme derrière le téléphone portable » (Pol-1)

« Les derniers résultats montrent que de nombreux jeunes sont déjà actifs dans le sexting, la sextorsion et même le téléchargement d'images d'abus sexuels sur des enfants, la plupart des gens commencent à un très jeune âge, et c'est là que nous devrions commencer » (PrévSo-7)

« Il faut sensibiliser l'opinion publique que la pédophilie n'est pas la même chose que la pédocriminalité. [...] Je pense que c'est une énorme prévention si ces personnes [pédophiles] ont au moins un endroit où aller, où elles savent qu'elles peuvent obtenir de l'aide sans mourir socialement » (Juris-1)

Contenu / Format.

- Renforcer la prévention sur les risques liés aux cyber-délits sexuels, not. en lien avec les jeux vidéo en ligne, le live-streaming.
- Concevoir une campagne de sensibilisation à l'échelle nationale (harmonisation des messages clés).
- Développer des mesures alliant divertissement, messages éducatifs et canaux de communication des mineurs.
- Concevoir des points d'aide directement sur les plateformes utilisées par les mineurs.
- Impliquer les mineurs dans la conception des mesures.



Quelques exemples de la pratique dans d'autres pays.

- Campagne internationale #DONTBEANEASYCATCH (Police Expert Network On Missing Persons en collaboration avec AMBER Alert.eu)
- Vidéos jeunes musiciens (All Digital – projet H2020 RAYUELA)
- Challenge danse Tik Tok (AMBER Alert Belgique)
- Jeux vidéo sérieux (projet H2020 RAYUELA)
- Avatar sur jeu vidéo Fortnite (Association Enfant bleu, en collaboration avec la police nationale française)



Les mots des experts.

« La vraie question, c'est qu'est-ce que vous devez faire pour **préparer votre enfant** lorsqu'il va avoir accès à ça ? Parce que les parents auront beau faire le maximum, ce sera dans la cour de récréation, avec les copains, les copines, ailleurs, toute façon qu'ils auront accès aux contenus » (Pol-7)

« Ce qui me semble également très important, c'est qu'il devrait y avoir des **points de contact immédiats** pour les enfants [...] de sorte que les enfants victimes d'abus sexuels qui sont en contact avec un auteur [...] peuvent appuyer sur le bouton d'aide **directement sur cette page** d'accueil sur Snapchat ou sur Kick et sont alors directement connectés aux spécialistes appropriés qui sont simplement **disponibles 24 heures sur 24** » (Juris-1)

PHÉNOMÈNES :
PRODUCTION D'UN SAVOIR
SCIENTIFIQUE

- Etudes scientifiques

PARTIES PRENANTES :
RENFORCER LA COORDINATION

- Campagne nationale
- Partenariat public-privé

MESURES PRÉVENTIVES :
OUVERTURE À L'INNOVATION

- Expérimenter de nouvelles mesures (*entertainment*, éducation, moyens de communication)
- Rôle actif octroyé aux mineurs

PUBLIC CIBLE :
INCLUSION PAR LE BIAIS D'UNE
APPROCHE HOLISTIQUE

- Formation pour les enseignants et les professionnels
- Mesures pour les victimes et les auteurs

EVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES :

PRODUCTION D'UN SAVOIR ISSU DE LA PRATIQUE

- Evaluation des programmes de prévention

Merci pour votre attention !

Questions ?

stefano.caneppele@unil.ch
christine.burkhardt@unil.ch